



groupe cible du JR-15 (JR pour Junior) est donc évident : l'arme est destinée au jeune public.

« On croirait presque à une vulgaire blague », explique Josh Sugarmann, le représentant du groupe anti-armes Violence Policy Center. « C'est tout simplement grotesque. » Selon lui, le cas Schmid Tool démontre l'audace dont font toujours plus preuve les fabricants d'armes américains : ils en sont arrivés au point où ils commercialisent inconsidérément leurs armes auprès d'enfants. M. Sugarmann explique que « l'industrie s'est complètement détachée émotionnellement de tous les décès et accidents que ces armes causent ».

Aux Etats-Unis, la publicité fait sou-

vent l'objet d'une réglementation stricte. Sauf lorsqu'il s'agit des armes à feu. La Commission fédérale du commerce et l'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux, par exemple, agissent contre les fabricants de cigarettes électroniques qui ciblent les jeunes, mais elles autorisent les publicités ciblant les écoliers et promouvant des fusils d'assaut dont les balles laissent des plaies de la taille d'un pamplemousse.

Alors, quelles sont les raisons pour lesquelles Daniel Defense, Keystone et Schmid Tool tentent d'attirer ce si jeune public ? Aucune de ces trois entreprises n'a répondu à nos questions. Tout porterait à croire qu'elles n'en auraient juste-

ment pas besoin, puisque leur secteur est actuellement en plein essor. Et cet essor prend son origine lors des manifestations et pillages qui ont eu lieu dans de nombreuses villes américaines après la mort de l'Afro-Américain George Floyd. Parallèlement, la pandémie de coronavirus se répandait à travers la planète, et avec elle, la peur d'une lutte acharnée pour obtenir nourriture, essence ou encore papier toilette.

En 2020, 8,4 millions de citoyens ont acheté un revolver ou un fusil pour la première fois, selon les données du FBI, à savoir deux fois plus que sur la période précédant l'arrivée de la pandémie. Ce sont donc près de 23 millions d'armes que les entreprises de l'armement ont

vendues en 2020 aux Etats-Unis. L'année dernière, cette tendance s'est poursuivie, avec près de 19 millions d'armes vendues sur le territoire américain.

Le nombre de détenteurs d'armes ne cesse de diminuer

Sur le long terme, en revanche, un avenir plus incertain se profile à l'horizon pour l'industrie de l'armement. Cette dernière, certes, rencontre de nombreuses périodes de prospérité, telles qu'actuellement, mais les chiffres des dernières décennies démontrent que le nombre de détenteurs d'armes ne cesse de diminuer. Le cabinet d'études de marché Gallup a démontré qu'en 1990, 47 % des foyers américains possédaient au moins

un revolver ou un fusil. De nos jours, et ce même malgré la hausse de la popularité des armes à feu, ce chiffre est descendu à 42 %.

Les entreprises se trouvent donc confrontées à une certaine pression : elles doivent attirer de nouveaux clients. Pourtant, les clients qu'elles visent sont justement ceux qui tombent sous les balles de leurs propres produits. Les revolvers et fusils sont désormais la première cause de mortalité des enfants aux Etats-Unis. Selon les Centres de prévention et de lutte contre les maladies, 4.368 garçons et filles sont décédés par balle en 2020, un chiffre qui, pour la toute première fois, dépassait celui des victimes de la route.

es étudier

lycée, qui a demandé l'anonymat, admet être sous pression. « Si les élèves ne respectent pas les règles, ils risquent de fermer l'école », murmure-t-elle. « C'est à moi de les renvoyer chez elles si elles ne portent pas le hidjab. » Usna, 19 ans, dit avoir arrêté le lycée parce qu'elle ne supportait plus les restrictions sur l'habit. « Si tu ne le portes pas, tu dois partir », soupire-t-elle. « C'est porter ce *ruiban* ou mettre la "tente", explique une autre élève dans un anglais balbutiant, en référence à la burqa. Parfois, les talibans viennent vérifier que les filles ont leurs *ruiban* et qu'aucun homme n'est présent dans le lycée. Autre règle, déjà largement respectée : les professeurs doivent être des femmes.

« Je fais de mon mieux pour garder les écoles ouvertes »

Zabihullah Noorani, chef de l'information pour la province, assure pourtant que les autorités « ne forcent pas » les filles à se couvrir le visage, et il est vrai que dans la rue, elles ne le font pas toutes. « Je fais de mon mieux pour garder les écoles ouvertes », lance-t-il. « Nous soutenons les élèves, nous leur donnons de l'espoir. »

Les talibans pourraient présenter comme une victoire le fait que leur version ultra-radical de l'islam permette de laisser les filles étudier. Mais plutôt que de s'en vanter pour obtenir les faveurs de la communauté internationale,

les talibans concernés restent on ne peut plus discrets, allant jusqu'à empêcher l'accès de ces classes aux journalistes. Certains refusent de témoigner ou de donner leurs noms. Ils avouent craindre les réprimandes de leurs chefs.

Pour justifier ce qui pourrait ressembler à une désobéissance, tous disent n'avoir jamais reçu l'ordre de fermer les lycées pour filles. Techniquement, cela

Je veux demander que toutes les filles étudient et que la communauté internationale reconnaisse le pays

Somaya (prénom d'emprunt)
une adolescente de terminale

”

est vrai. Assis dans son bureau cossu, Mohammed Tahin Jawad, chef du département de l'éducation à Jowzjan, insiste : « La décision revient au chef de l'éducation de chaque province. »

Des talibans pragmatiques choisissent ainsi de répondre aux demandes de leur communauté, comme Raoussadin Qaraida, chef du village de Chintal,

bastion taliban s'il en est. Dans ce village, on est taliban ou on soutient les talibans. On y adopte même leurs codes vestimentaires, comme ce fermier aperçu sur son âne, vêtu de la veste camouflée et des *sneakers* blanches pakistanaïses, grand classique du look des combattants talibans.

A Chintal, le lycée pour filles n'a jamais fermé. Sur ses bancs, les burqas côtoient les faux sacs de luxe, et ici aussi, on voit des sandales futuristes qu'on imaginerait plutôt à la Fashion Week de Paris. Le lieu casse tous les *a priori* : la quasi-totalité des élèves de l'école ont au moins un taliban dans leur famille élargie.

Les chances que les filles travaillent sont faibles

Mais, dans ces zones rurales, les chances que les filles travaillent un jour restent très faibles. La plupart seront mères au foyer, victimes du manque d'infrastructure et de la pauvreté qui alimentent le fléau des mariages et grossesses précoces. « S'ils le pouvaient, tous les gens enverraient leurs filles (en ville - NDLR) continuer leurs études, pour qu'elles deviennent profs ou docteurs », explique Qaraida, croisé dans le village sur sa moto. « Mais personne n'a l'argent. »

Selon les chiffres de la Banque mondiale de 2018, seuls 40 % des Afghanes étaient scolarisées après la primaire. En

2016, selon l'ancien gouvernement afghan, moins d'une femme sur cinq savait lire et écrire. L'université est encore ouverte aux jeunes filles, mais dans plusieurs lycées du Nord, celles-ci s'inquiètent que l'examen d'entrée n'ait pas lieu, et de la place qu'il leur restera dans les professions autres que la santé et l'éducation.

Au lycée Naswan de Chebarghan, on apprend l'informatique sans ordinateur. Debout, Somaya, une adolescente de terminale dont le prénom a été modifié, n'arrive pas à retenir ses larmes. « On a peur, parce que notre futur reste quand même très incertain », dit-elle. « Je veux demander que toutes les filles étudient et que la communauté internationale reconnaisse le pays, afin de donner un futur à l'Afghanistan, surtout aux filles. » Le cours reprend. Et les sourires reviennent. Les élèves s'estiment chanceuses. Des centaines d'entre elles ont démenagé d'autres provinces pour venir étudier ici. Puis, Somaya lance : « Je veux devenir docteur, pour servir mon peuple... Mais si les talibans l'autorisent, je rêve de devenir designer... »

Au ministère de l'Education, il est difficile de trouver des réponses. Même les responsables ne savent pas ce qu'il se passe ou quand les lycées pourront « officiellement » rouvrir. La rentrée pour les jeunes filles était prévue pour le 23 mars à travers le pays, mais après quelques heures, la décision avait été

annulée. Selon un responsable du ministère, les chefs du mouvement n'ont toujours pas accepté d'annoncer la réouverture des établissements, mais ils n'empêchent pas les autorités locales de le décider... tant que ces réouvertures restent discrètes.

Peut-être le début d'un effet domino

La première raison invoquée pour cette absence de rentrée des classes pour les jeunes filles serait la culture réfractaire de la population à leur éducation (une idée peu convaincante dans l'Afghanistan d'aujourd'hui). La deuxième serait le besoin de plus de professeurs femmes. La troisième serait d'ordre diplomatique, la réouverture des lycées pouvant être utilisée comme moyen de pression des talibans.

« Tous les jours, je me réveille et j'espère recevoir un message du ministère qui dit que nous pouvons annoncer la réouverture », soupire un responsable qui, lui aussi, n'ose pas parler trop fort ou être identifié. Récemment, la province de Faryab, dans le nord-ouest du pays, a, elle aussi, décidé de rouvrir ses lycées aux filles. Ainsi, une dizaine de provinces sur 34 ont au moins un établissement public ouvert aux jeunes filles. Peut-être le début d'un effet domino, lancé par des provinces comme celles de Jowzjan et de Balkh qui, discrètement, n'ont jamais flanché.